

14 MAI 1987

Direction de l'Administration
générale et de la réglementation

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE
l'ENVIRONNEMENT SOUMISES à AUTORISATION

4ème bureau-Environnement

LE PREFET DES COTES-du-NORD
CHEVALIER DE LA LEGION d'HONNEUR

01.1.4.10.348
ARRETE CODIFICATIF

VU la loi du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement;

VU le décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de ladite loi;

VU le décret N° 53-577 du 20 mai 1953 modifié et complété par les décrets suivants:

- décret du 15 avril 1958,
- décret du 17 octobre 1960,
- décret du 19 août 1964,
- décret du 24 août 1965,
- décret du 15 septembre 1966,
- décret du 24 octobre 1967,
- décret du 16 octobre 1970,
- décret du 27 mars 1973,
- décret du 15 mai 1974,
- décret du 26 avril 1976,
- décret du 29 décembre 1976,
- décret du 24 octobre 1978,

VU les récépissés du 22 avril 1980 délivrés à la Société AGRAF pour l'exploitation d'un ensemble de 4 Poulailiers comprenant au total 30 000 animaux au lieu-dit "Les Champs Longs", section IR N° 10 et 23 N° 11,

VU la demande présentée par la Société AGRAF demeurant au bourg de LA NARROUZE, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer et d'exploiter au lieu-dit "Les Champs Longs", section IR N° 10 p et 23 11 p, un ensemble de 8 poulailiers comprenant au total 60 000 animaux en extension d'un élevage existant de 30 000 poussins, installation classée pour la protection de l'environnement, soumise à autorisation;

VU les plans et documents annexés à cette demande,

VU les résultats de l'enquête publique,

VU l'avis de M. l'inspecteur des installations classées,

VU l'avis émis par les divers services consultés,

VU l'avis du conseil municipal de SAINT-MAYEUX, dans sa séance du 14 novembre 1980

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène, en sa réunion du 13 avril 1981

VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret N° 77- 1133 du 21 septembre 1977;

SUR la proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture,

A R R Ê T E

ARTICLE 1er

a) le présent arrêté abroge et remplace les récépissés du 22 avril 1980
b) La Société AGRAP est autorisée à installer et exploiter à SAINT-
NAYEUX, au lieu-dit "Les Champs Longs" section 2R 10 p et 2S 11 p, un élevage de volailles de
90 000 animaux comprenant :

Élevage existant 30 000 poules réparties dans 4 poulaillers

Création nouvelle 60 000 poules réparties dans 6 poulaillers

installation classée pour la protection de l'environnement, soumise à autorisation, sous
les réserves suivantes :

- 1°- les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum,
- 2°- l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur la concernant,
- 3°- les installations de chauffage et de stockage de combustible, s'il en existe, seront conformes aux normes en vigueur les concernant,
- 4°- l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu sec et pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue,
- 5°- les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977;
- 6°- qu'elle se conforme, pour l'exploitation de cet élevage aux indications des schémas et plans visés annexés au présent arrêté;
- 7°- qu'elle procède à des dératizations et des désinsectisations périodiques
- 8°- qu'elle observe les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 1980, rubrique 10 élim.

ARTICLE 2 - La présente autorisation deviendrait caduque au cas où les installations qui en font l'objet ne seraient pas mises en exploitation dans un délai de trois ans suivant la date de notification du présent arrêté. Il en serait ainsi, également, si l'établissement cessait d'être exploité pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 3 - Toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'appareillage ou du travail, toute extension de l'exploitation par rapport aux plans et mémoires visés ci-joints et de nature à entraîner une modification des prescriptions énoncées dans l'arrêté-type ci-joint, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation complémentaire.

Chaque changement d'exploitant devra être déclaré au Préfet des Côtes-du-Nord.

ARTICLE 4 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 - L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

ARTICLE 6 - la Société ARBAY

devra, en outre, se conformer aux prescriptions édictées dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs tant par le livre II du Code du Travail que par les décrets réglementaires pris en exécution dudit livre.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de SAINT-MAYEUX pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de la Société ARBAY.

Un avis sera inséré par les soins du préfet aux frais de la Société ARBAY dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 8 -

MM. le Secrétaire général de la préfecture,
le Sous-préfet de
le Maire de SAINT-MAYEUX
le Directeur des services vétérinaires, inspecteur des installations classées
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la Société ARBAY

pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

POUR COPIE CONFORME
L'attaché, chef de bureau


E. ARNOUIN

SAINT-BRIEUC, le

12 MAI 1981

LE PREFET

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,

Signé : Philippe MELCHIOR